

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 16 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS FRANCE

Bat C

280 allée des Peupliers
01150 Saint-Vulbas

Références : 20240108-RAPUB-UDA-S2-003-JMT
Code AIOT : 0010100007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE - Bat C implanté 280 allée des Peupliers à Saint-Vulbas.

L'inspection a été annoncée le 11 décembre 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

La présente visite d'inspection avait pour thème l'action nationale post-Lubrizol 2023 relative aux installations soumises à autorisation comprenant des stockages de liquides inflammables en récipients mobiles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE - Bat C
- 280 allée des Peupliers - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0010100007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entrepôt GXO, connu sous le nom de « Distripôle Bâtiment C », est autorisé par arrêté préfectoral du 04 novembre 1998.

L'établissement est classé « Seveso Seuil Bas » pour le stockage de produits inflammables.

L'entrepôt est utilisé pour le stockage d'éléments, pièces détachées et produits d'entretien de piscine pour la société FLUIDRA.

La majeure partie des deux cellules est occupée par des produits relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature (pompes, filtres, tuyaux, électrolyseurs, robots de nettoyage, accessoires, dispositifs d'éclairage, etc.).

Les produits comburants relevant de la rubrique 4440 (produits d'entretien désinfectants, assainissants, stabilisants, agents de chloration, etc.) sont stockés en partie est de la cellule 1, et les produits inflammables (peintures, vernis, colles, solvants, etc.) sont stockés dans une sous-cellule de la cellule 1 à l'extrême Ouest de l'entrepôt.

Le thème de visite retenu est le suivant : prévention du risque incendie lié au stockage de liquides inflammables en récipients mobiles (arrêté ministériel du 24 septembre 2020).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Annexe IV
2	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1
3	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
4	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
5	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
6	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
7	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents présentés lors de l'inspection et les conditions d'exploitation contrôlées sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distance d'éloignement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, distance des stockages aux limites de site
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles : <ul style="list-style-type: none">• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites. L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.
Constats : L'exploitant a déposé en décembre 2022 une demande d'autorisation environnementale pour un passage du site au classement Seveso Seuil Haut concernant les rubriques 4510, 4511 et 4440. L'étude de dangers jointe au dossier de demande d'autorisation est présentée en séance, les flux thermiques sont décrits en p.196 du dossier.

Bien que le volume de liquides inflammables ait été réduit de 1800 à 99 tonnes, le flux thermique de 8 kW/m² dépasse de 21 mètres des limites du site sur la parcelle voisine MR Logistique, du fait de l'absence de mur coupe-feu sur la sous-cellule côté ouest fermée par un bardage métallique. Les stockages de liquides inflammables sont implantés à moins de 20 mètres des limites de site.

Le bâtiment MR Logistique étant situé à 28 mètres de la façade GXO, il n'est pas atteint par le flux thermique de 8 kW/m². L'exploitant a prévu d'élaborer un POI commun aux deux établissements permettant de rendre acceptable le scénario d'incendie. Ce point sera traité dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction des produits H224 et H225 en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1

Thème(s) : Actions nationales 2023, interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

Prescription contrôlée :

I. Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

II. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.

Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Il n'est pas stocké sur le site de liquides inflammables présentant la mention de danger H225.

Il n'est pas stocké sur le site de liquides inflammables miscibles à l'eau, les peintures stockées étant destinées à être utilisées pour les piscines.

Les liquides inflammables stockés (colles et peinture piscine) présentant la mention de danger H223 sont stockés en petits récipients métalliques. Aucun liquide inflammable n'est stocké en contenant fusible ou d'un volume supérieur à 30 litres.

Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
Thème(s) : Actions nationales 2023, surveillance en permanence des installations de LI
Prescription contrôlée : I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Il n'est pas stocké sur le site de récipients mobiles de liquide inflammable de plus de 10 m ³ . Une surveillance 24h/24 est assurée au poste d'accueil pour l'ensemble des cinq établissements Distripôle présents sur la zone d'activités. La surveillance vidéo est assurée pour l'ensemble des cellules. En cas d'incendie dans la sous-cellule liquides inflammables, le sprinklage intermédiaire spécial LI se met en fonction, déclenchant l'alarme incendie et l'alerte au poste de garde. Les services d'incendie et de secours sont accueillis au poste de garde où leur sont présentées les procédures et consignes incendie.
Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, stratégie de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Ce plan comprend : — les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; — les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
Constats : L'exploitant a établi un Plan d'Opération Interne, rendu obligatoire par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 pour les établissements classés Seveso Seuil Bas à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Ce POI a été mis à jour le 08 décembre 2023. Sont présentés en séance les procédures organisationnelles et les calculs D9 relatif aux besoins en eau d'incendie versés à l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction.

La fiche réflexe n° 6 relative à la procédure incendie de la sous-cellule de stockage de liquides inflammables est également présentée en séance.

Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV

Thème(s) : Actions nationales 2023, formation des opérateurs

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats :

L'établissement comprend, parmi son personnel, 9 équipiers de première intervention et 5 équipiers de seconde intervention nommément désignés et répartis sur les équipes de matin et d'après-midi. Le site fonctionne de 6h à 20h30 au printemps et de 8h à 15h30 de juillet à février.

Le plan de formation est présenté en séance ainsi que les fiches individuelles de formation. Chaque équipier dispose d'une formation tous les deux ans environ, tous ont été formés en 2023.

Un plan de prévention des risques est remis à chaque intervenant extérieur à son arrivée et un livret d'accueil est remis à chaque visiteur. Ce livret d'accueil comprend une présentation de l'entreprise, le plan des stockages et les risques inhérents aux produits, les numéros utiles, les consignes de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur de l'entrepôt ainsi que les consignes à respecter en cas d'accident.

Un protocole de sécurité est remis aux chauffeurs extérieurs à leur arrivée sur site. Il comprend une évaluation des risques liés aux opérations de chargement et déchargement en fonction de la nature des produits, de leurs conditions d'emballage et de manutention. Ce document GXO, mis à jour le 13 janvier 2022, indique les consignes à respecter sur site concernant la circulation, le stationnement et la sécurité individuelle ainsi que les procédures d'urgence en cas d'accident, d'incendie et de déversement de matière dangereuse.

Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II

Thème(s) : Actions nationales 2023, moyens complémentaires à la stratégie incendie

Prescription contrôlée :

Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie.

<p>Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ont été étudiées.</p> <p>Le site dispose d'une réserve incendie de 500 m³ réservée au dispositif de sprinklage et de trois poteaux incendie délivrant respectivement 160, 140 et 165 m³/h, soit au total 465 m³/h sous 1 bar. Ces débits ont été vérifiés le 16 mars 2023 lors du contrôle périodique par l'organisme Uxello.</p> <p>L'implantation des poteaux incendie est présentée en séance. Deux poteaux sont présents aux coins de la façade ouest du bâtiment, le troisième étant situé au long de l'allée des peupliers côté sud.</p> <p>Pour un incendie d'une durée supérieure à 2h (autonomie de la réserve sprinklage), le débit disponible sur le réseau d'adduction public s'élève à 465 m³/h.</p> <p>L'exploitant n'a pas prévu dans ses procédures le recyclage des eaux d'extinction.</p> <p>La rétention des eaux d'incendie s'effectue par la mise en œuvre d'une vanne de confinement sur le réseau d'eaux pluviales des quais et voies imperméabilisées. Le volume susceptible d'être confiné sur site est d'environ 700 m³ par cellule et de 2 596 m³ pour l'ensemble du site.</p> <p>L'exploitant a établi les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau du site en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exercices de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, exercices de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux exercices d'évacuation en cas d'incendie ont été organisés en 2023.</p> <p>Le dernier exercice Plan de Défense Incendie organisé le 04 octobre 2022 a fait l'objet d'un compte-rendu présenté en séance. Aucune non-conformité majeure n'a été constatée lors de cet exercice.</p> <p>L'exploitant indique que la vanne de confinement des eaux d'incendie à fonctionnement manuel a été remplacée par une vanne automatique commandée par le dispositif de détection incendie.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas réalisé d'exercice de lutte contre l'incendie en 2023. L'exploitant doit impérativement organiser un tel exercice sur l'année 2024, au plus tôt.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>